

# Logiciels libres : la DSI de l'État met les agents publics à contribution

*Emile Marzolf*

Image d'illustration générée par Midjourney.

Voilà des années que l'État utilise allègrement, comme bien d'autres organisations, des logiciels libres. En particulier pour la partie infrastructures, opérée par et pour les informaticiens eux-mêmes, beaucoup moins pour ce qui concerne les "logiciels" installés sur le poste de travail de l'agent lambda. Même si c'est également en train de changer avec le projet de suite collaborative de l'État.

Désormais, l'administration veut aussi y contribuer plus largement. Dans la lignée de la nouvelle feuille de route de la direction interministérielle du numérique (Dinum), qui mise plus ouvertement sur le logiciel libre pour "*assurer la maîtrise, la pérennité et l'indépendance du système d'information de l'État*". Des mots repris de l'article 16 de la loi pour une République numérique de 2016, qui invitait les administrations à encourager l'utilisation de "*logiciels libres et des formats ouverts lors du développement, de l'achat ou de l'utilisation, de tout ou partie, de ces systèmes d'information*".

La communauté Blue Hats, lancée en 2019, s'affaire justement à croiser les bonnes pratiques et faire sortir les administrations d'une simple posture de consommation de logiciels libres ou d'ouverture de leurs codes sources – conformément à la loi – pour, les inciter aussi à y contribuer activement. Un an plus tôt, en mai 2018, la Dinum avait déjà tenté de cadrer les choses [en publiant sa "politique de contribution aux logiciels libres de l'État"](#) pour acter ce changement de culture et valoriser les efforts des agents pour les pousser à contribuer ouvertement à ces logiciels libres, sur leur temps de travail.

## Un hackathon pour améliorer les logiciels existants

Pas forcément suffisant pour provoquer le déclic. Les "Blue Hats" multiplient donc les initiatives pour début 2024, afin de valoriser les codes sources ouverts de l'administration, mais aussi pousser les agents à mettre la main à la pâte. Un "hackathon" sera organisé les 9 et 10 janvier, [ou plutôt un "garagethon"](#), pour réunir les agents publics volontaires sur 2 jours, non pas pour développer des nouveaux logiciels, mais "*faire connaître*" des logiciels existants, "*les améliorer, solliciter des contributions d'autres agents publics*" ou même "*discuter de la maintenance à long terme de votre projet*", pour éviter qu'un logiciel ne tombe dans l'oubli et ne fasse plus l'objet d'aucune évolution.

*"Chaque personne présentera le ou les objectifs tangibles qu'elle se donne sur des dépôts de code*

*source sur lesquels elle veut travailler*”, avec des actions comme des “corrections de bugs”, l’“implémentation de nouvelles fonctionnalités” ou bien l’écriture de la documentation associée au logiciel pour en faciliter la réappropriation, précise la page d’inscription de l’événement.

## **Des prix pour valoriser les agents et les logiciels de l’administration**

Autre initiative, lancée pour redorer l’image des logiciels libres développés par l’administration et rappeler à quel point ils peuvent jouer un rôle crucial pour le service public : la mission “Logiciels libres et communs numériques” de la Dinum a dressé sa sélection des 18 “*logiciels libres remarquables*”. Et ce à partir d’une liste de plus 18 000 codes sources recensés sur Code.gouv.fr. Des logiciels remarquables à différents titres, parce qu’ils sont “*activement maintenus*”, sont “*actuellement financés*”, “*utilisés par plusieurs administrations*” et “*fortement réutilisables par toute administration*”.

On y retrouve en effet des logiciels très largement utilisés, comme Démarches simplifiées, l’outil de génération de formulaires administratifs ; RDV Service public, le “Doctolib des services publics” ; Vitam, l’outil interministériel d’archivage électronique ; ou encore Ara, l’outil pour faciliter les audits d’accessibilité numérique des sites Web publics.

Pour garantir la vivacité des communautés autour des logiciels libres développés ou simplement utilisés par l’administration, et parfois critiques pour le bon fonctionnement d’un grand nombre de services, la Dinum veut également mettre la main au pot. “*Un grand nombre de dépendances logicielles publiées sous licence libre sont maintenues de façon artisanale, avec une disproportion aberrante entre leur utilité et les moyens dont les développeurs disposent pour les maintenir*”, indique la description du “Prix des Blue Hats” : 10 000 euros pour récompenser l’action de mainteneurs de logiciels libres “*fortement utilisés dans l’administration*” et ainsi éviter un nouveau Log4Shell, du nom de cette faille de sécurité découverte en décembre 2021 dans un composant de l’éditeur Apache, très utilisé par de nombreux autres logiciels, mais maintenu par seulement 5 bénévoles.

Une mission avait d’ailleurs été confiée fin 2021 au P.-D.G. de l’Inria, Bruno Sportisse, pour recenser toutes les “*infrastructures logicielles critiques*”, libres ou non, qui sont indispensables pour garantir la souveraineté numérique de la France. Les conclusions de cette mission sont restées confidentielles.